

RCS : AMIENS
Code greffe : 8002

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de AMIENS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2012 B 00542
Numéro SIREN : 752 801 076
Nom ou dénomination : NOVALYS

Ce dépôt a été enregistré le 10/05/2019 sous le numéro de dépôt A2019/002131

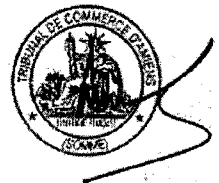
GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
..... **AMIENS**

Dénomination : NOVALYS
Adresse : 32 allée de la Pépinière Bâtiment CATALPA 80480 Dury
-FRANCE-

n° de gestion : 2012B00542
n° d'identification : 752 801 076

n° de dépôt : A2019/002131
Date du dépôt : 10/05/2019

Pièce : Procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire
du 05/03/2019



392541

392541

Copie certifiée conforme
à l'original

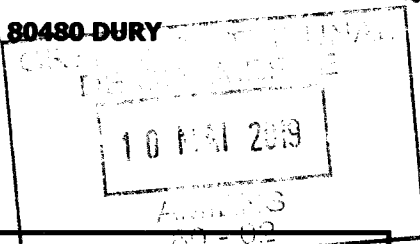
NOVALYS
PROMOTEUR AMENAGEUR

Société par Actions Simplifiée
au capital de 100.000,00 euros

Siege social:

32 allée de la Pépinière BATIMENT CATALPA 80480-DURY
RCS AMIENS 752 801 076

REÇU LE 14 MARS 2019



**DELIBERATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DES ASSOCIES**

**L'AN DEUX MILLE DIX NEUF
LE 05 MARS A 11H**

Les associés de la Société NOVALYS se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, au siège de la Société, sur convocation faite par la Présidence.

Chaque associé ainsi que le commissaire aux comptes a été convoqué par courrier le 26 février 2019.

I° PRESENCES ET REPRESENTATION :

Sont présents :

- La Société dénommée PIERREVAL INVESTISSEMENT, Société par Actions Simplifiée, au capital de 3.597.900,00 euros ayant son siège social Boulevard René Descartes Téléport 3 - Futuroscope 86360 CHASSENEUIL DU POITOU, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés des POITIERS sous le numéro 390 424 562.
Représentée par Monsieur Yann DOFFIN, agissant en qualité de Président,
- La Société dénommée FINANCIERE TABASS, Société civile, au capital de 86 768 euros ayant son siège social 3 résidence Anthelme, 80680 HEBECOURT, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'AMIENS sous le numéro 815 173 554 .
Représentée par Monsieur Benjamin TANT, agissant en qualité de Gérant,
- La Société dénommée FINANCIERE RAFALL, Société civile, au capital de 86 768 euros ayant son siège social impasse de la Gare, 80160 PROUZEL, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'AMIENS sous le numéro 815 284 377.
Représentée par Monsieur Yann DOFFIN, en vertu d'un pouvoir reçu le 28 janvier 2019.
- La société CASTILLO AUDIT commissaire aux comptes, régulièrement convoquée est absente et excusée.

Conformément à l'article L228-15 alinéa 2 du code de commerce : "*Les titulaires d'actions devant être converties en actions de préférence de la catégorie à créer ne peuvent, à peine de nullité de la délibération, prendre part au vote sur la création de cette catégorie et les actions qu'ils détiennent ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité(...)*"

Les associés présents ou représentés, représentant en tant que tels, la totalité des actions composant le capital de la Société, l'Assemblée peut valablement délibérer et prendre ses décisions à la majorité requise.

Monsieur Yann DOFFIN préside la séance.

Br

II°ORDRE DU JOUR

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- la copie des courriers de convocation des associés.
- La procuration de Monsieur RAJKOWSKI
- [REDACTED]
- le texte des projets de résolutions proposées par le Président à l'assemblée;

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Intégration à l'objet social de la possibilité pour la SAS NOVALYS de garantir financièrement les engagements de ses filiales.
- Création d'actions de préférence par conversion d'actions.
- Modification corrélative des statuts
- Pouvoirs en vue des formalités

Le Président déclare que ces documents et les renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social durant un délai réduit du consentement écrit de tous les actionnaires et que la Société a fait droit aux demandes de documents qui lui ont été adressées.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président donne lecture de son rapport et de l'exposé des motifs des projets de résolutions présentés.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

**PREMIERE RESOLUTION : GARANTIR FINANCIEREMENT LES ENGAGEMENTS DES FILIALES
SUPPORT JURIDIQUE DE PROGRAMME.**

La collectivité des associés, après avoir pris acte du durcissement récent de la position jurisprudentielle en matière de cautionnement des sociétés HOLDING pour le compte de leurs filiales, décide d'intégrer à l'article 2 des statuts, la possibilité pour la SAS NOVALYS de garantir les engagements de ses filiales pour les besoins de l'activité.

Mise à jour statutaire découlant du vote de la première résolution.

ARTICLE 2 – Objet

<u>Au lieu de lire:</u>	<u>Il conviendra de lire:</u>
<i>La Société a pour objet en France et à l'étranger :</i> <i>-la prise de participation financière, directes ou indirectes, dans des entreprises commerciales ou immobilières, ainsi que toutes activités connexes ou accessoires tendant à la gestion, l'administration et l'organisation d'entreprises,</i> <i>-l'étude de faisabilité de programmes immobiliers, les conseils techniques et suivis de chantiers, le conseil en publicité et marketing,</i> <i>les prestations administratives et les opérations de marchands de biens,</i> <i>-la réalisation de toutes opérations de promotion construction, lotisseur aménageur,</i> <i>-l'achat, la propriété, la vente, la gestion, l'administration, l'entretien, l'amélioration, l'exploitation, par bail ou location, de tous immeubles, construits ou non.</i> <i>Et généralement, faire toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.</i> <i>La société pourra agir tant en France qu'à l'étranger, soit seule, soit en participation, association ou société, avec toutes autres sociétés, groupements ou personnes et réaliser sous quelque forme que ce soit directement ou indirectement, les opérations rentrant dans son objet</i>	<i>La Société a pour objet en France et à l'étranger :</i> <i>-la prise de participation financière, directes ou indirectes, dans des entreprises commerciales ou immobilières, ainsi que toutes activités connexes ou accessoires tendant à la gestion, l'administration et l'organisation d'entreprises</i> <i>-l'étude de faisabilité de programmes immobiliers, les conseils techniques et suivis de chantiers, le conseil en publicité et marketing, les prestations administratives et les opérations de marchands de biens,</i> <i>-la réalisation de toutes opérations de promotion construction, lotisseur aménageur,</i> <i>-l'achat, la propriété, la vente, la gestion, l'administration, l'entretien, l'amélioration, l'exploitation, par bail ou location, de tous immeubles, construits ou non.</i> <i>Et généralement, faire toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.</i> <i>La société pourra agir tant en France qu'à l'étranger, soit seule, soit en participation, association ou société, avec toutes autres sociétés, groupements ou personnes et réaliser sous quelque forme que ce soit directement ou indirectement, les opérations rentrant dans son objet.</i>

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

35

DEUXIEME RESOLUTION : CREATION D'ACTIONS DE PREFERENCE

La collectivité des associés, [REDACTED] et de l'exposé des motifs des projets de résolutions présentés, décide de convertir :

- une action ordinaire (A) en action de préférence de catégorie D
- une action de préférence de catégorie B en action de préférence de catégorie C

Les actions sont attribuées comme indiqué ci-dessous, assorties de droits identiques à ceux attachés aux actions ordinaires de catégorie A augmentés d'un droit à dividende complémentaire mis en distribution par décision de la collectivité des associés représentant au moins 90% du capital, sur proposition du Président ou des associés dès que le résultat et la trésorerie de l'entreprise le permettront.

Ces actions de préférence sont créées à titre permanent.

Ces actions de préférence sont créées au profit des associés dont la liste suit et réparties entre eux ainsi qu'il suit :

- La FINANCIERE TABASS voit 1 de ses actions de catégorie B convertie en action de catégorie C,
- La FINANCIERE RAFALL détient une action de catégorie B,

Les actions de préférence peuvent être converties en actions ordinaires ou en actions de préférence d'autre catégorie (article L 228-13 du code de commerce). Les modalités de conversion seront prévues par une assemblée générale extraordinaire.

Mise à jour statutaire découlant du vote de la résolution.

ARTICLE 8 – Capital social

Au lieu de lire:	Il conviendra de lire:
"Le capital social est fixé à la somme de 100.000,00 euros. Il est divisé en 10.000 actions, libérées, dont 9998 actions ordinaires de catégorie A et 2 actions de préférence de catégorie B. Les actions de préférence de catégorie B, attribuées comme indiqué ci-dessous, assorties d'un droit à la perception d'un dividende complémentaire (appelé "surdividende") mis en distribution par décision de la collectivité des associés représentant au moins 90% du capital, sur proposition du Président dès que le Résultat et la Trésorerie de l'entreprise le permettront. Ces actions de préférence sont créées à titre permanent. Ces actions de préférence sont créées au profit des associés dont la liste suit et réparties entre eux ainsi qu'il suit : - La FINANCIERE RAFALL voit 1 de ses actions ordinaires (de catégorie A) convertie en actions de catégorie B, -La FINANCIERE TABASS voit 1 de ses actions	"Le capital social est fixé à la somme de 100.000,00 euros. Il est divisé en 10.000 actions, libérées, dont : [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] Ces actions de préférence sont créées à titre

ordinaires (de catégorie A) convertie en actions de catégorie B,

Les actions de préférence peuvent être converties en actions ordinaires ou en actions de préférence d'autre catégorie (article L 228-13 du code de commerce). Les modalités de conversion seront prévues par une assemblée générale extraordinaire."

permanent.

Ces actions de préférence sont créées au profit des associés dont la liste suit et réparties entre eux ainsi qu'il suit :

[REDACTED]

[REDACTED]

Les actions de préférence peuvent être converties en actions ordinaires ou en actions de préférence d'autre catégorie (article L 228-13 du code de commerce). Les modalités de conversion seront prévues par une assemblée générale extraordinaire."

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité dans les conditions de l'article L228-15 du code de commerce visé plus haut.

TROISIEME RESOLUTION : CREATION DE TROIS ETABLISSEMENTS SECONDAIRES

Afin de régulariser fiscalement les locations temporaires de bureaux complémentaires, la collectivité des associés décide la création de trois établissements secondaires sis :

- 5 allée de la Capucine 80480 DURY
- 26 route d'Amiens 80480 DURY
- 5 rue des Indes Noires, Bât Grand Large Bureau PJV Bx09 80440 BOVES

Ces établissements secondaires feront l'objet d'une radiation au terme de chaque bail.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

QUATRIEME RESOLUTION : POUVOIR EN VU D'ACCOMPLIR LES FORMALITES

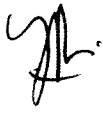
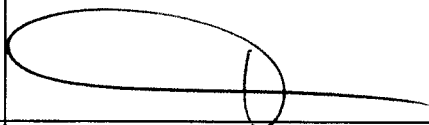
La collectivité des associés délègue tous pouvoirs à Monsieur Olivier CLAY, et plus généralement au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités de publicité et de dépôt nécessaires à la prise d'effet des décisions qui précèdent.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée à 12h05. De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Président de l'Assemblée et les associés présents et représentés.

Fait à Amiens le 05 mars 2019
En 5 exemplaires sur 6 pages.

[Signature]

Le Président	
Pour PIERREVAL INVESTISSEMENT Yann DOFFIN	
Pour FINANCIERE TABASS	
Pour FINANCIERE RAFALL Yann DOFFIN	

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
..... **AMIENS**

Dénomination : NOVALYS
Adresse : 32 allée de la Pépinière Bâtiment CATALPA 80480 Dury
-FRANCE-

n° de gestion : 2012B00542
n° d'identification : 752 801 076

n° de dépôt : A2019/002131
Date du dépôt : 10/05/2019

Pièce : Procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire
du 04/04/2019



392540

392540

*Copie certifiée
conforme à l'original*

NOVALYS
PROMOTEUR AMENAGEUR

Société par Actions Simplifiée
au capital de 100.000,00 euros
Siege social:

32 allée de la Pépinière BATIMENT CATALPA 80480 DURY
RCS AMIENS 752 801 076

**DELIBERATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DES ASSOCIES**

**L'AN DEUX MILLE DIX NEUF
LE 04 AVRIL A 09H**

Les associés de la Société NOVALYS se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, au siège de la Société, sur convocation faite par la Présidence.

Chaque associé ainsi que le commissaire aux comptes a été convoqué par courrier le 20 mars 2019.

I° PRESENCES ET REPRESENTATION :

Sont présents :

- La Société dénommée PIERREVAL INVESTISSEMENT, Société par Actions Simplifiée, au capital de 3.597.900,00 euros ayant son siège social Boulevard René Descartes Téléport 3 - Futuroscope 86360 CHASSENEUIL DU POITOU, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés des POITIERS sous le numéro 390 424 562.
Représentée par Monsieur Yann DOFFIN, agissant en qualité de Président,
- La Société dénommée FINANCIERE TABASS, Société civile, au capital de 86 768 euros ayant son siège social 3 résidence Anthelme, 80680 HEBECOURT, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'AMIENS sous le numéro 815 173 554 .
Représentée par Monsieur Benjamin TANT, agissant en qualité de Gérant,
- La Société dénommée FINANCIERE RAFALL, Société civile, au capital de 86 768 euros ayant son siège social impasse de la Gare, 80160 PROUZEL, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'AMIENS sous le numéro 815 284 377.
Représentée par Monsieur Yann DOFFIN, en vertu d'un pouvoir reçu le 20 mars 2019.
- La société CASTILLO AUDIT commissaire aux comptes, régulièrement convoquée est absente et excusée.

Les associés présents ou représentés, représentant en tant que tels, la totalité des actions composant le capital de la Société, l'Assemblée peut valablement délibérer et prendre ses décisions à la majorité requise.

Monsieur Yann DOFFIN préside la séance.

II° ORDRE DU JOUR

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- la copie des courriers de convocation des associés.
- La procuration de Monsieur RAJKOWSKI
- le texte des projets de résolutions proposées par le Président à l'assemblée;

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

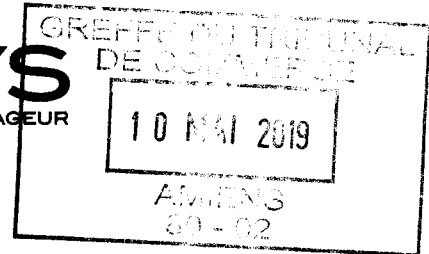
- Distribution de dividendes prélevés sur le report à nouveau pour les propriétaires d'actions de catégorie B
- Modification des statuts
- Pouvoirs en vue des formalités

Le Président déclare que ces documents et les renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social durant un délai réduit du consentement écrit de tous les actionnaires et que la Société a fait droit aux demandes de documents qui lui ont été adressées.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président donne lecture de son rapport et de l'exposé des motifs des projets de résolutions présentés.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :



PREMIERE RESOLUTION : DISTRIBUTION DE DIVIDENDES PRELEVES SUR LE REPORT A NOUVEAU AUX PROPRIETAIRES D'ACTIONS DE CATEGORIE B.

L'assemblée décide de procéder à la distribution de la somme de 77 000 € euros prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire 2018.

La distribution interviendra le 01 avril 2019.

Détail des sommes distribuées :

Quotte part distribuée à la Société Civile FINANCIERE RAFALL détenteur d'1 action de catégorie B: 77 000 €.

Le report à nouveau passe de 5 257 333,96 euros à 5 180 333,96 euros.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION : MODIFICATION DES STATUTS

Clarification des statuts suite aux différentes créations d'actions de préférences.

Au lieu de lire :

ARTICLE 12 - Droits et obligations attachés aux actions

1 - Chaque action donne droit dans les bénéfices et l'actif social à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

(...)

Il faudra lire :

ARTICLE 12 - Droits et obligations attachés aux actions

1 - Chaque action donne droit dans les bénéfices et l'actif social à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente, à l'exception des actions de préférences qui sont régies par les dispositions des articles 8 et 10.

(...)

DEUXIEME RESOLUTION : POUVOIR EN VU D'ACCOMPLIR LES FORMALITES

La collectivité des associés délègue tous pouvoirs à Monsieur Olivier CLAY, et plus généralement au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités de publicité et de dépôt nécessaires à la prise d'effet des décisions qui précèdent.

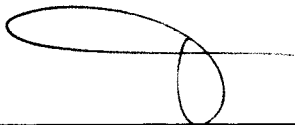
Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée à 09h15. De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Président de l'Assemblée et les associés présents et représentés.

Fait à Amiens le .04 avril 2019

BT

En 4 exemplaires sur 3 pages.

Le Président	
Pour PIERREVAL INVESTISSEMENT Yann DOFFIN	
Pour FINANCIERE TABASS	
Pour FINANCIERE RAFALL Yann DOFFIN	

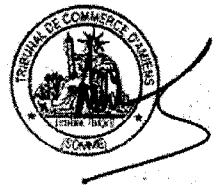
GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
..... **AMIENS**

Dénomination : NOVALYS
Adresse : 32 allée de la Pépinière Bâtiment CATALPA 80480 Dury
-FRANCE-

n° de gestion : 2012B00542
n° d'identification : 752 801 076

n° de dépôt : A2019/002131
Date du dépôt : 10/05/2019

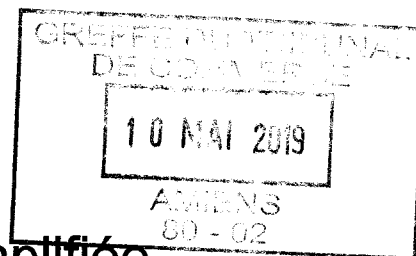
Pièce : Statuts mis à jour du 05/03/2019



392539

392539

NOVALYS



Société par Actions Simplifiée
au capital de 100.000,00 euros

Siège social :

32 Allée de la Pépinière – Bâtiment CATALPA, DURY (80480)

RCS AMIENS 752 801 076

STATUTS

Mis à jour le 28 novembre 2012

Mis à jour le 18 janvier 2017

Mis à jour le 28 avril 2017

Mis à jour le 16 août 2017

Mis à jour le 05 mars 2019

TITRE 1 - FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE SOCIAL - DUREE - EXERCICE SOCIAL

ARTICLE PREMIER – Forme

la prise de participation financière, directes ou indirectes, dans des entreprises commerciales ou immobilières, ainsi que toutes activités connexes ou accessoires tendant à la gestion, l'administration et l'organisation d'entreprises, y compris garantir et cautionner les engagements de ses filiales.

-l'étude de faisabilité de programmes immobiliers, les conseils techniques et suivis de chantiers, le conseil en publicité et marketing, les prestations administratives et les opérations de marchands de biens,

-la réalisation de toutes opérations de promotion construction, lotisseur aménageur,

-l'achat, la propriété, la vente, la gestion, l'administration, l'entretien, l'amélioration, l'exploitation, par bail ou location, de tous immeubles, construits ou non.

Et généralement, faire toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

La société pourra agir tant en France qu'à l'étranger, soit seule, soit en participation, association ou société, avec toutes autres sociétés, groupements ou personnes et réaliser sous quelque forme que ce soit directement ou indirectement, les opérations rentrant dans son objet.

ARTICLE 2 - Objet

La Société a pour objet en France et à l'étranger :

- la prise de participation financière, directes ou indirectes, dans des entreprises commerciales ou immobilières, ainsi que toutes activités connexes ou accessoires tendant à la gestion, l'administration et l'organisation d'entreprises, y compris garantir et cautionner les engagements de ses filiales.

- l'étude de faisabilité de programmes immobiliers, les conseils techniques et suivis de chantiers, le conseil en publicité et marketing, les prestations administratives et les opérations de marchands de biens,

- la réalisation de toutes opérations de promotion construction, lotisseur aménageur,

- l'achat, la propriété, la vente, la gestion, l'administration, l'entretien, l'amélioration, l'exploitation, par bail ou location, de tous immeubles, construits ou non.

Et généralement, faire toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

La société pourra agir tant en France qu'à l'étranger, soit seule, soit en participation, association ou société, avec toutes autres sociétés, groupements ou personnes et réaliser sous quelque forme que ce soit directement ou indirectement, les opérations rentrant dans son objet.

ARTICLE 3 - Dénomination

La dénomination de la Société est : **NOVALYS**

a

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement «Société par actions simplifiée» ou des initiales «S.A.S» et de l'indication du montant du capital social.

ARTICLE 4 - Siège social

Le siège social est fixé à DURY (80480), 32 Allée de la Pépinière – Bâtiment CATALPA.

Il peut être transféré par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence.

ARTICLE 5 - Durée

La durée de la Société est fixée à 99 ans à compter de la date d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution ou prorogation anticipée.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des associés.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le Président doit provoquer une réunion de l'assemblée générale extraordinaire des associés à l'effet de décider si la Société doit être prorogée. A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice ayant pour mission de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

ARTICLE 6 - Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Le premier exercice social sera clos le 31 décembre 2013.

TITRE 2 - APPORTS - CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 7 - Apports

Il a été fait apport en numéraire à la constitution de la société, par les souscripteurs, d'une somme de CENT MILLE EUROS (100.000,00 €)

Ladite somme correspondant à la souscription et à la libération intégrale de 10.000 actions de 10,00 euros chacune, ainsi que l'atteste le Certificat du dépositaire établi par le Crédit Agricole, Agence de la Croix Rompue à Amiens. Cette somme de 100.000,00 euros a été déposée le 05 juillet 2012 à ladite banque pour le compte de la Société en formation.

ARTICLE 8 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 100.000,00 euros.

Il est divisé en 10.000 actions, libérées, dont :

- 9998 actions ordinaires de catégorie A
- 1 action de préférence de catégorie B
- 1 action de préférence de catégorie C

Les actions de préférence de catégorie B, sont assorties d'un droit à la perception d'un dividende complémentaire (précipitaire) mis en distribution par décision de la collectivité des associés représentant au moins 90% du capital, sur proposition du Président ou des associés dès que le Résultat et la Trésorerie de l'entreprise le permettront.

Les actions de préférence de catégorie C, sont assorties d'un droit à la perception d'un dividende complémentaire (précipitaire) mis en distribution par décision de la collectivité des associés

représentant au moins 50% du capital, sur proposition du Président ou des associés dès que le Résultat et la Trésorerie de l'entreprise le permettront.

Ces actions de préférence sont créées à titre permanent.

Ces actions de préférence sont créées au profit des associés dont la liste suit et réparties entre eux ainsi qu'il suit :

- La FINANCIERE TABASS voit 1 de ses actions de catégorie B convertie en action de catégorie C,
- La FINANCIERE RAFALL détient une action de catégorie B,

Les actions de préférence peuvent être converties en actions ordinaires ou en actions de préférence d'autre catégorie (article L 228-13 du code de commerce). Les modalités de conversion seront prévues par une assemblée générale extraordinaire."

ARTICLE 9 - Comptes Courants d'associés

La Société peut recevoir de ses associés des fonds en dépôt, sous forme d'avances en compte courant.

Les conditions et modalités de ces avances, et notamment leur rémunération et les conditions de retrait, intervenant en cours de vie sociale sont déterminées par décisions collective des associés, statuant dans les conditions précisées à l'article 29 des statuts, étant précisé que si la décision emporte augmentation des engagements des associés, elle devra être adoptée à l'unanimité.

ARTICLE 10 - Modifications du capital social

1) Le capital ne peut être augmenté ou réduit que par une décision collective des associés statuant sur le rapport du Président.

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants.

Il peut également être augmenté par l'exercice des droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

Les titres de capital nouveaux sont émis soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

Ils sont libérés soit par apport en numéraire y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par apport en nature, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit en conséquence d'une fusion ou d'une scission.

Ils peuvent aussi être libérés consécutivement à l'exercice d'un droit attaché à des valeurs mobilières donnant accès au capital comprenant, le cas échéant, le versement des sommes correspondantes.

2) Les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

3) En cas d'augmentation du capital en numéraire ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des nouveaux titres émis. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

4) Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal (ou du pair) prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

d

TITRE 3 - ACTIONS

ARTICLE 11 - Indivisibilité des actions - Usufruit

1 - Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

2 - Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propiétaire dans les assemblées générales extraordinaires. Cependant, les titulaires d'actions dont la propriété est démembrée peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote aux assemblées générales. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée adressée au siège social, la Société étant tenue de respecter cette convention pour toute assemblée qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de La Poste faisant foi de la date d'expédition.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, le nu-propiétaire a le droit de participer à toutes les assemblées générales.

ARTICLE 12 - Droits et obligations attachés aux actions

1 - Chaque action donne droit dans les bénéfices et l'actif social à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

2 - Les actionnaires ne sont responsables des pertes qu'à concurrence de leurs apports. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe. La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des assemblées générales.

3 - Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentant d'un actionnaire ne peuvent requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni en demander le partage ou la licitation. Ils ne peuvent en aucun cas s'immiscer dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en remettre aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

4 - Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, ou encore en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions, ou en conséquence d'une augmentation ou d'une réduction du capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les titulaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du regroupement et, le cas échéant, de l'achat ou de la vente des actions nécessaires.

5 - Les actions ayant une valeur nominale inférieure ou égale à un montant fixé par décret en Conseil d'Etat peuvent être regroupées. Ces regroupements sont décidés par les assemblées générales d'associés dans les conditions prévues pour la modification des statuts et selon les dispositions réglementaires.

Ils comportent l'obligation, pour les associés, de procéder aux achats ou aux cessions d'actions nécessaires pour réaliser le regroupement.

Si le ou les associés ayant pris cet engagement et ne le remplissent pas, les opérations de regroupement peuvent être annulées à la demande de tout intéressé. Dans ce cas, les achats et les ventes de rompus peuvent être annulés à la demande des associés qui y ont procédé ou de leurs ayants cause, à l'exception des associés défaillants, sans préjudice de tous dommages-intérêts s'il y a lieu.

La valeur nominale des actions regroupées ne peut être supérieure à un montant fixé par décret en Conseil d'Etat.

Pour faciliter ces opérations, la Société doit, avant la décision de l'assemblée générale, obtenir d'un ou de plusieurs associés l'engagement de servir pendant un délai de deux ans, au prix fixé par

l'assemblée, la contrepartie tant à l'achat qu'à la vente des offres portant sur les rompus ou des demandes tendant à compléter le nombre de titres appartenant à chacun des associés intéressés. A l'expiration du délai fixé par le décret, les actions non présentées en vue de leur regroupement perdent leur droit de vote et leur droit au dividende est suspendu.

Les dividendes dont le paiement a été suspendu sont, en cas de regroupement ultérieur, versés aux propriétaires des actions anciennes dans la mesure où ils n'ont pas été atteints par la prescription.

Lorsque les propriétaires de titres n'ont pas la libre administration de leurs biens, la demande d'échange des anciens titres et les achats ou cessions de rompus nécessaires pour réaliser le regroupement sont assimilés à des actes de simple administration, sauf si les nouveaux titres sont demandés sous la forme au porteur en échange de titres nominatifs.

Les titres nouveaux présentent les mêmes caractéristiques et confèrent de plein droit et sans l'accomplissement d'aucune formalité les mêmes droits réels ou de créance que les titres anciens qu'ils remplacent.

Les droits réels et les nantissements sont reportés de plein droit sur les titres nouveaux attribués en remplacement des titres anciens qui en sont grevés.

6 - Sauf interdiction légale, il sera fait masse, au cours de l'existence de la Société ou lors de sa liquidation, entre toutes les actions des exonérations et imputations fiscales ainsi que de toutes taxations susceptibles d'être supportées par la Société, avant de procéder à toute répartition ou remboursement, de telle manière que, compte tenu de la valeur nominale et de leur jouissance respectives, les actions de même catégorie reçoivent la même somme nette.

ARTICLE 13 - Forme des valeurs mobilières

Les valeurs mobilières émises par la société sont obligatoirement nominatives.

Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans des comptes tenus par la Société ou par un mandataire désigné à cet effet.

Tout associé peut demander la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 14 - Libération des actions

1 - Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement de la quotité minimale prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. Le surplus est payable en une ou plusieurs fois aux époques et dans les proportions qui seront fixées par l'organe dirigeant en conformité de la loi. Les appels de fonds sont portés à la connaissance des associés quinze jours au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, par lettres recommandées avec demande d'avis de réception.

Les associés ont la faculté d'effectuer des versements anticipés.

2 - A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par l'organe dirigeant, les sommes exigibles sont, de plein droit, productives d'intérêt au taux de l'intérêt légal, à partir de la date d'exigibilité, le tout sans préjudice des recours et sanctions prévus par la loi.

TITRE 4 - CESSION - TRANSMISSION

ARTICLE 15 - Définitions

Dans le cadre des présents statuts, les soussignés sont convenus des définitions ci-après :

a) **Cession** : signifie toute opération à titre onéreux ou gratuit entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit des valeurs mobilières émises par la Société, à savoir : cession, transmission, échange, apport en Société, fusion et opération assimilée, cession judiciaire, constitution de trusts, nantissement, liquidation, transmission universelle de patrimoine.

b) **Action** ou **Valeur mobilière** : signifie les valeurs mobilières émises par la Société donnant accès de façon immédiate ou différée et de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'un droit au capital et/ou d'un droit de vote de la Société, ainsi que les bons et droits de souscription et d'attribution attachés à ces valeurs mobilières.



c) **Opération de reclassement** signifie toute opération de reclassement simple des actions de la Société intervenant à l'intérieur de chacun des groupes d'associés, constitué par chaque Société associée et les sociétés ou entités qu'elle contrôle directement ou indirectement au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce.

ARTICLE 16 - Transmission des actions

La transmission des actions émises par la Société s'opère par un virement de compte à compte sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur le registre des mouvements coté et paraphé.

Toutes les transmissions d'actions, quelle que soit leur forme, à titre onéreux ou gratuit, ne sont pas soumises aux clauses visées aux articles 17 (inaliénabilité), 18 (droit de préemption) et 19 (agrément) lorsqu'elles impliquent deux personnes morales qui sont contrôlées et dirigées par la même personne, la notion de contrôle étant celle retenue à l'article L233-16 du Code de Commerce.

ARTICLE 17 - Inaliénabilité des actions

Pendant une durée de DIX (10) ans à compter de la date d'immatriculation de la Société, les associés ne pourront céder leurs actions, ainsi que tout droit de souscription, d'attribution ou autre ayant pour objet ou pour effet de conférer directement ou indirectement un droit quelconque sur tout ou partie du capital et/ou des droits de vote de la Société.

Toutefois cette inaliénabilité pourra être levée à l'unanimité des associés à la demande de tout associé candidat cessionnaire contenue dans la notification de son projet de cession visée à l'article 19 ci-après relatif à l'agrément des cessions

Par exception à l'inaliénabilité ci-dessus, le Président doit lever l'interdiction de cession des actions dans les cas suivants :

- exclusion d'un associé dans les conditions fixées à l'article 21 des statuts ;
- révocation d'un dirigeant associé.

ARTICLE 18 - Préemption

A l'expiration de la période d'inaliénabilité, ou en cas de levée ponctuelle de celle-ci, visée ci-dessus :

1. Toute cession des actions de la Société même entre associés est soumise au respect du droit de préemption conféré aux associés et ce, dans les conditions ci-après.

2. L'associé Cédant notifie au Président et à chacun des associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par lettre remise en main propre contre décharge son projet de cession mentionnant :

- le nombre d'actions concernées ;
- les informations sur le cessionnaire envisagé : nom, prénoms, adresse et nationalité ou s'il s'agit d'une personne morale dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux ;
- le prix et les conditions de la cession projetée.

La date de réception de la notification de l'associé Cédant fait courir un délai de trois (3) mois, à l'expiration duquel, si les droits de préemption n'ont pas été exercés en totalité sur les actions concernées, le Cédant pourra réaliser librement la cession projetée, sous réserve de respecter la procédure d'agrément prévue à l'article "Agrément des cessions" ci-après.

3. Chaque associé bénéficie d'un droit de préemption sur les actions faisant l'objet du projet de cession. Ce droit de préemption est exercé par notification au Président dans les deux (2) mois au

plus tard de la réception de la notification ci-dessus visée. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par lettre remise en main propre contre décharge précisant le nombre d'actions que chaque associé souhaite acquérir.

4. A l'expiration du délai de deux mois prévu au 3 ci-dessus et avant celle du délai de trois mois fixé au 2 ci-dessus, le Président doit notifier à l'associé Cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par lettre remise en main propre contre décharge les résultats de la préemption.

Si les droits de préemption exercés sont supérieurs au nombre d'actions dont la cession est envisagée, les actions concernées sont réparties par le Président entre les associés qui ont notifié leur volonté d'acquérir au prorata de leur participation au capital de la Société et dans la limite de leurs demandes.

Si les droits de préemption sont inférieurs au nombre d'actions dont la cession est envisagée, les droits de préemption sont réputés n'avoir jamais été exercés et l'associé Cédant est libre de réaliser la cession au profit du cessionnaire mentionné dans sa notification, sous réserve de respecter la procédure d'agrément prévue à l'article "Agrément des cessions" ci-après.

5. En cas d'exercice du droit de préemption, la cession des actions devra être réalisée dans un délai de TRENTE (30) jours moyennant le prix mentionné dans la notification de l'associé Cédant.

ARTICLE 19 - Agrément des cessions

1. Les actions ne peuvent être cédées y compris entre associés qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité en nombre des associés représentant au moins la majorité des voix des associés disposant du droit de vote.

2. La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par lettre remise en main propre contre décharge adressée au Président de la Société et indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de la cession, les nom, prénoms, adresse, nationalité de l'acquéreur ou s'il s'agit d'une personne morale, son l'identification complète (dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux). Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés.

3. Le Président dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la réception de la demande d'agrément pour faire connaître au Cédant la décision de la collectivité des associés. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par lettre remise en main propre contre décharge. A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé acquis.

4. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

5. En cas d'agrément, l'associé Cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions doit être réalisé au plus tard dans le mois de la décision d'agrément : à défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément serait frappé de caducité.

6. En cas de refus d'agrément, la Société est tenue dans un délai de un (1) mois à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les actions de l'associé Cédant par un ou plusieurs tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue.

Si le rachat des actions n'est pas réalisé du fait de la Société dans ce délai d'un mois; l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis.

En cas d'acquisition des actions par la Société, celle-ci est tenue dans un délai de six (6) mois à compter de l'acquisition de les céder ou de les annuler.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est déterminé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord, le prix sera déterminé à dire d'expert, dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

ARTICLE 20 - Modifications dans le contrôle d'un associé

1. En cas de modification au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce du contrôle d'une société associée, celle-ci doit en informer la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par lettre remise en main propre contre décharge adressée à l'organe dirigeant dans un délai de TRENTÉ (30) jours du changement de contrôle. Cette notification doit préciser la date du changement de contrôle et toutes informations sur le ou les nouveaux contrôleurs.

Si cette procédure n'est pas respectée, la Société associée dont le contrôle est modifié pourra être exclue de la Société dans les conditions prévues à l'article 21.

2. Dans le délai de TRENTÉ (30) jours à compter de la réception de la notification du changement de contrôle, la Société peut mettre en œuvre la procédure d'exclusion et de suspension des droits non pécuniaires de la Société associée dont le contrôle a été modifié, telle que prévue à l'article 21. Si la Société n'engage pas la procédure d'exclusion dans le délai ci-dessus, elle sera réputée avoir agréé le changement de contrôle.

3. Les dispositions ci-dessus s'appliquent à la Société associée qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

ARTICLE 21 - Exclusion d'un associé

Exclusion de plein droit

L'exclusion de plein droit intervient en cas de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire d'un associé.

Exclusion facultative

Cas d'exclusion

L'exclusion d'un associé peut être également prononcée dans les cas suivants :

- violation des dispositions des présents statuts ;
- exercice direct ou indirect d'une activité concurrente de celle exercée par la Société, sauf pour les sociétés contrôlées directement ou indirectement par Pierreval Investissement.

Modalités de la décision d'exclusion

L'exclusion est prononcée par décision collective des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote ; l'associé dont l'exclusion est susceptible d'être prononcée ne participe pas au vote et ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Les associés sont consultés sur l'exclusion à l'initiative du Président ; si le Président est lui-même susceptible d'être exclu, les associés seront consultés à l'initiative de l'associé le plus diligent.

Prise d'effet de la décision d'exclusion

La décision d'exclusion prend effet à compter de son prononcé, qui doit intervenir dans les 30 jours de la connaissance que les associés auront du cas d'exclusion considéré.

Cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs de ces actions ; il est expressément convenu que la cession sera réalisée valablement sans application de la clause d'agrément et de la clause de préemption prévues aux présents statuts.

La décision d'exclusion est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par lettre remise en main propre contre décharge à l'initiative du Président.

Dispositions communes à l'exclusion de plein droit et à l'exclusion facultative

L'exclusion de plein droit et l'exclusion facultative entraînent dès le prononcé de la mesure la suspension des droits non pécuniaires attachés à la totalité des actions de l'associé exclu.

La totalité des actions de l'associé exclu doit être cédée dans les SOIXANTE (60) jours de la décision d'exclusion à toute personne désignée comme il est prévu ci-dessus.
Le prix de rachat des actions de l'associé exclu est déterminé d'un commun accord ou à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

ARTICLE 22 - Nullité des cessions d'actions

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des dispositions des articles "Inaliénabilité des actions", "Préemption", "Agrément des cessions", "Modifications dans le contrôle d'un associé" des présents statuts sont nulles.

Au surplus, une telle cession constitue un juste motif d'exclusion.

TITRE 5 - ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 23 - Président de la Société

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non, de la Société.

Désignation

Le premier Président de la Société est désigné aux termes des présents statuts. Le Président est ensuite désigné par décision collective des associés.

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Durée des fonctions

Le Président est nommé avec ou sans limitation de durée.

Le Président peut être révoqué à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision collective des associés prise à l'initiative de la majorité en nombre des associés représentant au moins la majorité des voix. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

Par exception aux dispositions qui précèdent, le Président est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Président personne morale ;
- exclusion du Président associé ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique.

Rémunération

La rémunération du Président est fixée par décision collective des associés.

Pouvoirs

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts aux décisions collectives des associés.

Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

Le Président n'a pas la qualité pour décider ou autoriser l'émission d'obligations, les présents statuts réservant ce pouvoir à l'assemblée générale.

ARTICLE 24 – Directeur Général

Désignation

Le Président peut donner mandat à une personne morale ou à une personne physique de l'assister en qualité de Directeur Général.

Lorsque le Directeur Général est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Le Directeur Général personne physique peut bénéficier d'un Contrat de travail au sein de la Société.

Durée des fonctions

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général reste en fonctions, sauf décision contraire des associés, jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par décision du Président. La révocation des fonctions de Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement, liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Directeur Général personne morale ;
- exclusion du Directeur Général associé ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique.

Rémunération

La rémunération du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination, sauf pour la rémunération qui résulte de son Contrat de travail.

La fixation et la modification de la rémunération du Directeur Général constitue une convention réglementée soumise à la procédure prévue à l'article 26 des statuts.

Pouvoirs

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs de direction que le Président.

Le Directeur Général dispose du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers.

Il est précisé que la Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.

ARTICLE 25 - Représentation sociale

Les délégués du Comité d'entreprise exercent les droits prévus par l'article L 2323-62 du Code du travail auprès du Président.

Le Comité d'entreprise doit être informé des décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

Les demandes d'inscription des projets de résolutions présentées par le Comité d'entreprise doivent être adressées par un représentant du Comité au Président.

Ces demandes qui sont accompagnées du texte des projets de résolutions peuvent être envoyées par tous moyens écrits. Elles doivent être reçues au siège social TRENTE (30) jours au moins avant la date fixée pour la décision des associés. Le Président accuse réception de ces demandes dans les DIX (10) jours de leur réception.

TITRE 6 - CONVENTIONS REGLEMENTEES - COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTICLE 26 - Conventions entre la Société et ses dirigeants

Toute convention intervenant, directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce doit être portée à la connaissance des Commissaires aux comptes dans le mois de sa conclusion.

Le Président ou l'intéressé doit, dans le mois de la conclusion d'une convention, en aviser le Commissaire aux comptes par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par lettre remise en main propre contre décharge.

Les Commissaires aux comptes présentent aux associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions conclues avec l'associé unique (ou les associés concernés en cas de pluralité d'associés) au cours de l'exercice écoulé. Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de cet exercice.

Les conventions conclues entre la société et son président ne donnent pas lieu à l'établissement d'un rapport du commissaire aux comptes mais sont mentionnées dans le registre des décisions de l'associé unique (ou des associés).

Les interdictions prévues à l'article L 225-43 du Code de commerce s'appliquent au Président et aux dirigeants de la Société.

ARTICLE 27 - Commissaires aux comptes

La collectivité des associés désigne, lorsque cela est obligatoire en vertu des dispositions légales et réglementaires, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants.

Lorsque la désignation d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant demeure facultative, c'est à la collectivité des associés, statuant dans les conditions requises pour les décisions ordinaires ou extraordinaires, qu'il appartient de procéder à de telles désignations, si elle le juge opportun.

En outre, la nomination d'un commissaire aux comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Les Commissaires aux comptes doivent être invités à participer à toutes les décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

TITRE 6 - DÉCISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIÉS

ARTICLE 28 - Décisions collectives obligatoires

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- transformation de la Société ;
- modification du capital social : augmentation (sous réserve des éventuelles délégations qu'elle pourrait consentir, dans les conditions prévues par la loi), amortissement et réduction ;
- fusion, scission, apport partiel d'actifs ;
- dissolution ;
- nomination des Commissaires aux comptes ;
- nomination, rémunération, révocation du Président;
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;

AC

- approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ou associés ;
- modification des statuts, sauf transfert du siège social ;
- nomination du Liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation ;
- agrément des cessions d'actions ;
- exclusion d'un associé et suspension de ses droits de vote ;
- décision d'augmentation de capital d'une filiale, directe ou indirecte, à laquelle pourrait souscrire toute personne qui ne serait pas contrôlée directement ou indirectement par la Société NOVALYS ;
- fixation de la rémunération du gérant de toute filiale, directe ou indirecte ;
- cession de titres d'une filiale, directe ou indirecte,
- cession du fonds de commerce d'une filiale, directe ou indirecte.

ARTICLE 29 - Règles de majorité

Sauf stipulations spécifiques contraires et expresses des présents statuts, les décisions collectives des associés sont adoptées à la majorité en nombre des associés représentant au moins la majorité des voix des associés présents ou représentés.

Sous la même réserve, le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix au moins.

Toutefois, la Société ne peut valablement exercer le droit de vote attaché aux actions propres qu'elle pourrait détenir.

Par exception aux dispositions qui précèdent, les décisions collectives limitativement énumérées ci-après doivent être adoptées à l'unanimité des associés disposant du droit de vote :

- celles prévues par les dispositions légales ;
- les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés, et notamment l'augmentation du capital par majoration du montant nominal des titres de capital autrement que par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission (art. L 225-130, al. 2 du Code de commerce) ;

Par exception aux dispositions qui précèdent, les décisions collectives limitativement énumérées ci-après doivent être adoptées à la majorité en voix des associés disposant du droit de vote :

- l'approbation des comptes annuels et l'affectation des résultats,
- l'approbation du rapport sur les conventions réglementées.

ARTICLE 30 - Modalités des décisions collectives

Les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Président.

Elles résultent de la réunion d'une assemblée ou d'un procès-verbal signé par tous les associés. Elles peuvent également être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Pendant la période de liquidation de la Société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Liquidateur.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, ou à distance, par voie électronique, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective trois jours ouvrés au moins avant celle-ci, à zéro heure, heure de Paris.

Il ne sera tenu compte d'aucun transfert de propriété des titres intervenant entre la date de réception, par la Société, des procurations et votes à distance et la date requise pour l'inscription en compte des titres. En conséquence, les procurations et votes à distance préalablement émis par l'associé cédant demeureront valides et inchangés.

ARTICLE 31 - Assemblées

Les associés se réunissent en assemblée sur convocation du Président au siège social ou en tout autre lieu mentionné dans la convocation.

Toutefois, tout associé peut demander la convocation d'une assemblée.

Selon l'article L 2323-67 du Code du travail, le Comité d'entreprise peut demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée générale des associés en cas d'urgence.

La convocation est effectuée par tous moyens de communication écrite (courrier, email, fax ...) **CINQ (5) jours francs** au moins avant la date de la réunion. Elle indique l'ordre du jour.

Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai si tous les associés y consentent.

L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'assemblée.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé ou par un tiers. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie.

Les règles relatives à la représentation des associés pour les décisions collectives de la Société, et notamment celles concernant les modalités du vote par procuration, le contenu, les mentions obligatoires et les documents et informations joints à toute formule de procuration, sont celles applicables à la représentation des actionnaires aux assemblées dans les SA.

Les associés peuvent également participer à distance aux décisions collectives, au moyen d'un formulaire de vote à distance ou d'un document unique de vote, dans les conditions et selon les modalités prévues pour les SA.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique, ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret N°2001-272 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle se rattache.

Lors de chaque assemblée, le président de séance pourra choisir d'établir une feuille de présence mentionnant l'identité de chaque associé, le nombre d'actions et le nombre de voix dont il dispose, qu'il certifiera après l'avoir fait émargée par les associés présents ou leurs représentants, ou de mentionner l'identité des associés présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions et de voix dont chacun dispose

Le Président de Séance établit un procès-verbal des délibérations devant contenir les mentions prévues à l'article ci-après.

ARTICLE 32 - Procès-verbaux des décisions collectives

Les décisions collectives prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées. Les procès-verbaux sont signés par le Président de l'Assemblée et par les associés présents.

Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du Président de Séance, l'identité des associés présents et représentés, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un résumé des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque associé.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou sur les feuilles mobiles numérotées visés ci-dessus.

ARTICLE 33 - Information préalable des associés



Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la loi sur le ou les rapports du Président et/ou des Commissaires aux comptes, si la société en est dotée, le ou les rapports doivent être communiqués aux associés CINQ (5) jours avant la date d'établissement du procès-verbal de la décision des associés.

Les associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports des Commissaires aux comptes, si la société en est dotée.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

ARTICLE 34 - Droit de communication des associés

Le droit de communication des associés, la nature des documents mis à leur disposition et les modalités de leur mise à disposition ou de leur envoi s'exercent dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.

TITRE 7 - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DES RESULTATS

ARTICLE 35 - Etablissement et approbation des comptes annuels

Le Président établit les comptes annuels de l'exercice.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et des rapports du ou des Commissaires aux comptes, si la société en est dotée.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe et les rapports des Commissaires aux comptes, lors de cette décision collective.

ARTICLE 36 - Affectation et répartition des résultats

1. Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation.

Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.

2. Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les associés décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.

3. La décision collective des associés peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La décision collective des associés ou, à défaut, le Président, fixe les modalités de paiement des dividendes.

TITRE 8 - LIQUIDATION - DISSOLUTION - CONTESTATIONS

ARTICLE 37 - Dissolution - Liquidation de la Société

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision collective des associés.

La décision collective des associés qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs Liquidateurs.

Le Liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés peuvent autoriser le Liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

ARTICLE 38 - Contestations

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la Société, seront soumises au tribunal de commerce du lieu du siège social.

TITRE 9 - DESIGNATION DES ORGANES SOCIAUX - ACTES ACCOMPLIS POUR LA SOCIETE EN FORMATION

ARTICLE 39 - Nomination des dirigeants

Le premier Président de la Société nommé pour une durée de 10 ans prenant fin à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des associés à tenir dans l'année 2022 pour statuer sur les comptes de l'exercice écoulé est :

La Société PIERREVAL INVESTISSEMENT, Société par Actions Simplifiée au capital de 3.597.900,00 euros dont le siège social est Boulevard René Descartes - Téléport 3 - Futuroscope - 86360 CHASSENEUIL DU POITOU, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 390 424 562 RCS POITIERS,

Représenté par Monsieur Yann DOFFIN, demeurant 49, avenue du Château à VINCENNES (94) et né à POITIERS le 9 décembre 1972.

Ce dernier déclare, pour le compte de la Société PIERREVAL INVESTISSEMENT, accepter lesdites fonctions et satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour leur exercice.

ARTICLE 40 - Nomination des premiers Commissaires aux comptes

Les premiers Commissaires aux comptes seront, pour une durée de six exercices :

- la Société CASTILLO AUDIT, représentée par Monsieur Gilles BLAVET, domiciliée à VERSAILLES (78000) – 18, bis avenue Jean Jaurès Commissaire aux comptes titulaire,

- la Société KPMG AUDIT NORD, représentée par Monsieur NOIRET, domiciliée à MARCQ EN BAROEUL (59700) 159, rue de la Marne Commissaire aux comptes suppléant,

α

Lesquels interviennent aux présentes à l'effet d'accepter lesdites fonctions, chacun d'eux précisant que les dispositions légales instituant des incompatibilités ou des interdictions de fonctions ne peuvent lui être appliquées.

ARTICLE 41 - Mandat de prendre des engagements pour le compte de la Société

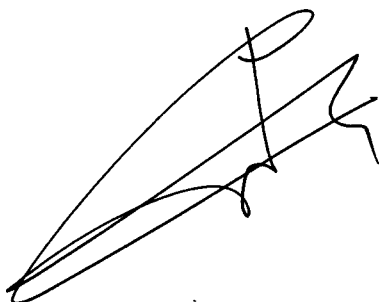
Les soussignés donnent mandat à Monsieur Yann DOFFIN, es-qualité de représentant du Président, à l'effet de prendre les engagements suivants au nom et pour le compte de la Société :

- présenter au Tribunal de Commerce d'AMIENS, l'offre de reprise par la Société de certains actifs du Groupe QUARTIS-FINAXIOME, en redressement judiciaire,
- régulariser tout acte venant réitérer le jugement du Tribunal de Commerce d'AMIENS statuant sur le plan de cession des actifs du Groupe FINAXIOME-QUARTIS,
- régulariser tout avant contrat d'acquisition de terrains en vue de la réalisation de toutes nouvelles opérations de promotion/construction, aménagement/lotissement,
- régulariser tout contrat de réservation au profit de tout acquéreur de lots en état futur d'achèvement,
- passer tous contrats de géomètres, de maîtrise d'œuvre, de prestations de bureaux d'études ou de contrôle et plus généralement tous contrats nécessaires au montage de nouvelles opérations.

Article 42 - Formalités de publicité - Immatriculation

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original des présentes à l'effet d'accomplir les formalités de publicité, de dépôt et autres nécessaires pour parvenir à l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés.

A DURY LE 05/03/2019

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, overlapping strokes that form a stylized, somewhat abstract shape.